



### Un signal fort pour un changement de cap

Les syndicats allemands sont unanimes: l'Europe a besoin d'un changement de cap radical. Nous voulons un signal fort pour des budgets publics européens performants et une démocratie faisant preuve de capacité d'action. Ensemble, les syndicats de la Confédération allemande des syndicats (DGB) ont élaboré une stratégie capable de sortir l'Europe de la crise. Nous misons sur la prospérité accessible à tous, nous sommes pour la croissance et la répartition. La politique de la chancelière allemande Angela Merkel (CDU) et du président français Nicolas Sarkozy conduit au contraire l'Europe vers un désastre fiscal et économique. Les dettes des autres sont à l'origine d'une grande part de la richesse allemande. L'Allemagne ne porte donc pas seulement une coresponsabilité quant aux causes de la crise mais a une implication-clé dans la résolution de la crise monétaire et financière.

Les quatre propositions de la DGB:

Il faut mettre un terme à la spéculation à l'encontre des Etats. La Banque centrale européenne (BCE) met à disposition du Fonds européen de stabilité financière (FESF) les moyens nécessaires pour racheter les obligations d'Etat à des conditions favorables. La BCE se porte ainsi indirectement garante des dettes des Etats européens sur les marchés de capitaux et permet à tous les Etats d'accéder à des taux d'intérêt faibles. Les charges qui pèsent sur les budgets nationaux reculent sensiblement.

Les budgets des Etats européens doivent devenir performants, afin que la politique soit en mesure d'agir et de modeler efficacement les relations économiques et sociales. Au lieu de baisser les impôts et d'augmenter ainsi encore la dette, il faut relever les impôts sur les hauts revenus et les grandes fortunes. De cette façon, les responsables de la crise monétaire et financière, qui jusqu'à présent

ont profité d'un faible taux d'imposition, vont contribuer à surmonter cette crise et ses conséquences.

Les Etats européens doivent être guidés vers la sortie de la crise tandis que leur base économique doit être durablement garantie. A cette fin, il faut mettre en œuvre un programme visionnaire à long terme, incluant des investissements dans des industries et des services porteurs d'avenir. Par ailleurs, les dépenses en matière d'établissements et de qualité d'enseignement doivent sensiblement augmenter à l'échelle européenne. Non seulement en Allemagne les dépenses d'enseignement sont inférieures à la moyenne de l'OCDE. En Grèce par exemple, elles n'atteignent que 3,5 % du produit intérieur brut (PIB), soit le niveau d'un pays en développement, et ce dans une économie en baisse constante!

Le financement doit en être assuré par les grandes fortunes privées d'une petite minorité au moyen d'un prélèvement sur le capital, une solution qui assècherait du même coup la source de la spéculation. Enfin, la régulation efficace des marchés financiers est indispensable. Les banques dites «systémiques», à savoir des instituts bancaires tellement grands que leur faillite doive à tout prix être évitée par les Etats, doivent être démantelées. Les produits financiers nécessitent une régulation et une surveillance plus strictes.

La crise ne constitue pas qu'une simple menace économique: la division de l'Europe remettrait en question l'évidence d'une cohabitation pacifique patiemment consolidée pendant des décennies. C'est pourquoi la politique prônée par le gouvernement fédéral de mettre les autres gouvernements sous tutelle et de privilégier la voie allemande comme la seule valable pourrait être fatale. Sans compter qu'elle détruit la perspective d'une Europe sociale et démocratique, qui devrait être le seul et unique objectif d'une politique commune.

Ulrich Thöne,  
Président du Syndicat de l'éducation et des sciences (GEW)

